

Le Courriel d'information

n°255 – Vendredi 20 Juillet 2001.

ILS SONT 8, NOUS SOMMES 6 000 000 000 !

Dans ce numéro

20 juillet expliqué aux « Grands 8 » et aux peuples du monde

Par Claudio Jampaglit et Julien Lusson

La journée du 20 juillet sera marquée par le siège du G8 qui a choisi de s'enfermer et de se barricader au cœur de la ville de Gênes. Tous les peuples du monde seront présents pour dire « ils sont 8 et nous sommes 6 milliards ». Le siège de la ville s'étendra de l'Ouest au Sud de la ville de Gênes, le 20 juillet à partir de 14h.

Les différentes composantes de la mobilisation du Global Social Forum ont pendant plus de six mois travaillé à établir le parcours des actions. Celui-ci permettra de représenter l'ensemble des associations, groupes politiques et thématiques, ONG et syndicats qui se reconnaissent dans une méthode de travail qui a des règles et qui permet la liberté d'expression et le respect des différentes formes de mobilisation. Cet article permettra de comprendre qui sont ces différents mouvements (représentant plus de 600 organisations) regroupés au sein du GSF, qui se reconnaissent derrière un même slogan : « l'union dans la différence ».

Dans la zone ouest - interdite et bouclée complètement dans un premier temps -

partira un cortège organisé par la CUB (Comité Unitaire de Base) et SLAI-COBAS (un autre syndicat de base). Ces syndicats de base ont appelé à une grève générale des travailleurs et représentent des milliers de travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans les politiques des grandes confédérations syndicales italiennes. C'est une partie du monde du travail qui depuis dix ans n'accepte pas la concertation proposée par les grandes centrales et travaillent pour une représentation directe des travailleurs dans les entreprises et dans la fonction publique.

Au Nord de la zone rouge, dans plusieurs places et petites rues du centre historique, plusieurs initiatives auront lieur, organisée par les groupes pacifistes comme Rete Lilliput (un réseau de comités locaux qui fait un travail d'éducation populaire sur l'écologie, le Tiers Monde, la « consommation critique », etc.), Manitese (une ONG très engagée dans les campagnes de la dette, de la Taxe Tobin, du développement local et durable…), les groupes de réflexion catholiques et Legambiente (une grande association écologiste italienne). Ils proposeront des stands sur la dette écologique et des sit-in de protestation.

Au Nord-Est de la ville, à partir du stade Carlini où ils ont leurs quartiers s'élanceront les Tute Bianche, en direction de la zone rouge où ils ont annoncé une invasion pacifique mais déterminée. Les Tute Bianche sont composés de différents groupes locaux ou centres sociaux (qui sont des centres politiques et culturels occupés et autogérés par les militants ; dans les années 80. Ils ont représenté en Italie la plus importante forme de résistance et d'« antagonisme » dans la plupart des grandes villes). Très connus pour leur organisation dans les manifestations dans lesquelles ils utilisent une protection physique (casques, boucliers en plastique, chambre à air de tracteurs gonflés…) qui leur permet de pousser (« push ») les barricades érigées devant les zones interdites (et les policiers placés devant), ils sont souvent le sujet des discussions et sont désignés notamment par la presse comme l'aile dure du mouvement ! Dans la manifestation du 20, ils ont accepté les règles de comportement du GSF qui obligent tous les groupes et chaque manifestant(e) de ne s'en prendre ni aux biens, ni aux personnes (aucun objet offensif ne sera toléré). Les Giovanni Comunisti (les jeunes communistes de Rifondazione) se joindront à eux.

A l'Est, la confédération COBAS (un des plus grands syndicats de base italiens) et le réseau pour les droits globaux (« Network per i diritti globali », centres sociaux et autres groupes anti-impérialistes) partiront pour des actions démonstratives devant la zone rouge.

Au Sud de la ville, un grand cortège composé des différentes délégations internationales d'ATTAC, des groupes anglais de Globalize Resistance et de groupes d'affinités rejoindront deux places. ATTAC Italie, Rifondazione, Arci (une association culturelle très importante depuis 50 ans) attendront les différentes délégations internationales d'ATTAC à la Piazza Dante, pour une invasion symbolique et aérienne de la zone rouge avec musique, groupes artistiques et des milliers de ballons gonflables qui réclameront de « dégonfler le G8 » !

Il s'agit pour tou(te)s d'affirmer l'illégitimité du G8, les droits de manifestation, de libre circulation et d'expression. Un autre monde est possible même à Gênes, qui est peut-être la dernière place d'Europe où ceux qui se nomment les « Grands 8 » auront pu se réunir et nous imposer leurs thèmes et leurs choix !

Gênes et les crises multiples de la mondialisation

par Walden Bello

Le nom de la ville de Gênes est associé à la naissance du capitalisme en Europe il y a six siècles. Gênes peut aussi devenir le symbole de la crise de la mondialisation provoquée par les entreprises capitalistes.

Le siège que des milliers de protestataires prévoient d'organiser lors du sommet annuel du G8 dans cette cité italienne historique durant la troisième semaine de juillet est devenu emblématique de l'état de siège mondial qui entoure maintenant les institutions majeures de l'économie globale et de la politique mondiale. Le contexte historique de la réunion à venir est que, en un peu plus d'une décennie, le système du capitalisme mondial est passé du triomphe à la crise. Alors que le monde est au bord d'une profonde récession, il serait utile de réfléchir à quelques-unes des dimensions principales de cette transition historique – aux crises multiples détruisant le projet mondialiste.

La dernière décennie du XXème siècle a commencé avec l'effondrement des économies socialistes d'Europe de l'Est et beaucoup de discours triomphalistes sur la naissance d'une nouvelle économie, menée par le marché, et qui rendrait dépassées les frontières et serait basée sur les progrès des technologies de l'information. Les agents-clés de cette nouvelle économie mondiale seraient les sociétés transnationales, qui ont été dépeintes comme l'incarnation suprême de la liberté du marché due à leur capacité supérieure à réaliser le dosage le plus efficace de terres, de travail, de capital et de technologie.

Au milieu de la décennie naquit l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui a été décrite par les partisans de la mondialisation comme le cadre légal et institutionnel pour la nouvelle économie mondiale. En établissant un système global basé sur des règles fondées sur le principe primordial du libre échange, l'OMC servirait de catalyseur à un processus économique qui apporterait le plus de bien-être au plus grand nombre. Ce serait le troisième pilier d'une sainte trinité qui servirait de gardienne du nouvel ordre économique, les deux autres étant le Fonds Monétaire International (FMI) qui serait le promoteur de flux mondiaux de capitaux toujours plus libres, et la Banque Mondiale, qui superviserait la transformation des pays en voie de développement selon les règles du marché libre et gérerait leur intégration dans la nouvelle économie mondiale.

LE MULTILATERALISME EN CRISE

Alors que les prophètes de la mondialisation parlent de l'obsolescence croissante de l'Etat-nation et de la non pertinence grandissante des intérêts nationaux, le principal bénéficiaire du nouvel ordre global après la Guerre Froide, ce sont les Etats-Unis. Bien que supposé être un mécanisme pour un commerce plus libre, l'accord le plus important de l'OMC a créé un monopole pour les firmes américaines : l'Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle relatif au Commerce (TRIPS) qui a consolidé la mainmise sur les innovations high-tech des sociétés US telles que Intel et Microsoft, tandis que l'Accord sur l'Agriculture a institutionnalisé un système de concurrence monopolistique sur les marchés tiers entre les intérêts de l'agro-alimentaire américain et l'Union Européenne.

Quand la crise financière asiatique a englouti les pays qui étaient considérés par les élites américaines des affaires et de la politique comme les concurrents les plus à craindre de l'Amérique, Washington n'a pas essayé de sauver les économies asiatiques par la mise en œuvre de politiques expansionnistes. Au contraire, il a utilisé le FMI pour démanteler les structures du capitalisme asiatique assisté par l'Etat qui avaient été considérées comme des barrières infranchissables à l'entrée des biens et des investissements des sociétés transnationales américaines qui vociféraient depuis des années pour avoir leur part du " miracle asiatique " . C'était moins la croyance en l'extension des prétendus avantages du libre-échange que la maximalisation de l'avantage géo-économique et géo-stratégique qui était derrière le soutien américain aux politiques du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC. Comme Chalmers Johnson l'a remarqué, la conduite opportuniste de Washington pendant la crise financière asiatique est un bon exemple du fait que " ayant battu les fascistes et les communistes, les Etats-Unis

ont alors cherché à battre leurs derniers rivaux pour une domination mondiale : les nations de l'Est asiatique qui ont bénéficié des conditions de la guerre froide pour s'enrichir "(1).

Accomplir leurs intérêts sous un prétexte multilatéral - par les institutions de Bretton Woods, les Nations Unies, ou le G8 qui ont fourni un cadre pour le "leadership hégémonique " - a été la stratégie préférée des Etats-Unis au cours de la période d'après-guerre,. Quand ces institutions se sont opposées aux intérêts américains, Washington n'a pas hésité à agir unilatéralement . Cela a été de plus en plus le cas au cours des années 90 avec la fin de l'incitation à une conduite multilatérale imposée par la concurrence soviétique.

L'usage en tant qu'instrument des agences multilatérales fut brutal à l'ONU. Bien qu'utilisant les Nations Unies pour isoler l'Irak, Washington a aussi refusé de payer ses cotisations parce que l'ONU ne soutenait pas entièrement la politique des Etats-Unis. D'autre part il passa outre simplement quand il ne pouvait obtenir un mandat et exerça sa volonté par des institutions plus flexibles, comme le recours à l'OTAN pour couvrir les bombardements en Yougoslavie pendant le conflit du Kosovo. Le G8 (alors G7 sans la Russie) naquit dans les années 70 pour procurer un mécanisme de prise de décision plus multilatéral parmi les pays capitalistes avancés, particulièrement sur les sujets économiques. Cependant, surtout sous l'administration de George W. Bush, Washington s'est lancé sur une voie unilatérale, qui l'a conduit à un conflit aigu avec les autres membres sur les sujets brûlants du changement climatique, les missiles de défense et la réconciliation entre les deux Corées. La mise au panier brutale d'un accord difficilement négocié, le Protocole de Kyoto sur le Changement Climatique, marque un nouvel extrême de conduite unilatérale et sa contribution à l'érosion de l'alliance US-UE, fondement de l'hégémonie occidentale depuis 50 ans, ne peut être sous-estimée.

LA CRISE DE LEGITIMITE

Le recours accru à l'unilatéralisme et la manipulation impudente des mécanismes multilatéraux pour parachever l'hégémonie des Etats-Unis a été une cause majeure de la crise de légitimité qui a commencé à saisir l'ordre mondial à la fin des années 90. Mais l'érosion du multilatéralisme comme cause de dé-légitimisation a été due au fait évident que le système ne pouvait pas tenir ses promesses. Beaucoup d'observateurs savaient depuis quelques temps que le système ne pouvait pas créer la prospérité pour tous mais seulement son illusion. Cependant la réalité de la croissance de la pauvreté globale et de l'inégalité était neutralisée par le taux de croissance élevé et la prospérité de quelques îlots de l'économie mondiale, comme l'Est asiatique dans les années 80, qui ont été, à tort, décrits comme des modèles de développement induit par le marché. Cependant, quand les économies asiatiques se sont effondrées en 1997, les sottises de l'économie néolibérale sont apparues au grand jour. Les discussions sur la cause de la crise financière asiatique supposée être le " capitalisme des copains " ne pouvaient occulter le fait que c'était la libération du capital spéculatif des contraintes de la réglementation en réponse aux pressions du FMI qui a causé l'écroulement de l'Asie. Le FMI a été aussi sévèrement critiqué pour avoir imposé des programmes draconiens aux économies asiatiques, à la suite de politiques de crise qui ont surtout accéléré la contraction de l'économie, sauvé les banques étrangères et les investisseurs spéculatifs et restructuré les économies " selon les principes américains ".

Le rôle du FMI dans l'Est asiatique a déclenché un nouvel examen de son rôle dans l'exigence d'ajustements structurels dans une grande partie de l'Afrique, du Sud asiatique et de l'Amérique du Sud au cours des années 80, et du fait que ces programmes ont, comme en Asie, exacerbé la stagnation, accru les inégalités et la pauvreté. Ceci a été maintenant généralement compris, au point que le FMI,



dans un effort désespéré pour exorciser sa réputation, s'est cru obligé de changer le nom du programme financier d'ajustement structurel (ESAF) en programme de croissance et de réduction de la pauvreté avant la réunion annuelle Banque Mondiale-FMI à Washington en septembre 1999.

La crise financière asiatique a remis au jour le problème de la clarification de la légitimité du FMI. Dans le cas de l'OMC, la situation a été encore plus spectaculaire.. Dans les cinq dernières années de la décennie, un nombre croissant de pays et de communautés ont réalisé qu'en adhérant à l'OMC, elles adhéraient à une charte des affaires qui sacralise ce que l'avocat des consommateurs Ralph Nader a appelé le principe du " commerce avant tout ", au dessus de la justice, de l'égalité, de l'environnement et de tout ce qui nous est cher. De nombreux pays en développement ont découvert qu'en adhérant à l'OMC, ils ont renoncé à leurs droits au développement. Les courants de mécontentement et d'opposition ont convergé dans les rues de Seattle et vers les salles de réunion du Centre de Congrès de Seattle en Décembre 1999 pour repousser le troisième programme de l'OMC et déclencher une crise institutionnelle sévère dont l'organisation ne s'est pas encore rétablie.

La Banque Mondiale sous la direction de l'australien devenu américain James Wolfensohn est apparue comme prenant un cap qui lui permettrait d'échapper aux dommages subis par ses institutions sœurs jusqu'à ce que, au début de l'an 2000, elle subisse les attaques d'un coté inattendu : la commission Meltzer. Depuis qu'il a pris les commandes de l'institution au milieu des années 90 Wolfensohn s'est arrangé pour désamorcer les critiques grâce à un travail de relations publiques habile et au soutien d'organisations non-gouvernementales. Mais quand les mêmes critiques que celles faites par les gens de gauche ont été exprimées par une commission créée par le Congrès US, le jeu était terminé. Dirigée par l'universitaire conservateur Alan Meltzer, la commission conclut que les résultats de la Banque envers son objectif d'élimination de la pauvreté étaient minables et qu'il vaudrait mieux confier cette tâche à des organisations régionales.

On ne sera pas surpris que, devant des critiques de droite et de gauche, la réforme du système multilatéral a été mise en avant dans la rhétorique des agences multilatérales et des gouvernements du G8 qui en sont les puissants soutiens. L'annulation de la dette, une architecture financière mondiale et la réforme des structures de décision de l'OMC et des " jumelles " de Bretton Woods sont les sujets les plus importants sur lesquels les promesses de changement ont été faites.

Ces initiatives ont été en grande partie déçues par suite du peu d'actions concrètes La plus importante initiative de réforme, le projet du G8 d'alléger le service de la dette extérieure de 41 pays pauvres très endettés (PPTE) n'a permis de réduire la dette que de un milliard de dollars depuis son début en 1996 ? soit une réduction du service de la dette de seulement 3% en cinq ans !

Au sujet de l'architecture financière internationale, les discussions sérieuses sur le contrôle des capitaux spéculatifs, comme la taxe Tobin, ont été évitées. Le FMI non réformé continue à être le centre du " système de lutte contre l'incendie ". Une ligne de crédit au FMI, prioritaire et mise en place avant la crise (et qu'aucun pays ne veut utiliser) et un Forum de Stabilité Financière sans pouvoir –où il y a peu de participation des pays en développement-sont les seules innovations qui résultent des crises financières asiatique, russe et brésilienne des trois dernières années.

La réforme des structures de décision des institutions multilatérales qui sont les principales institutions de réglementation et de gestion mondiale du capitalisme actuel devait être aussi le fer de lance du G8.Mais la discussion sur la démocratisation de l'OMC s'est enlisée, le Directeur Général Mike Moore disant que le système de " consensus " non transparent qui a



attac

déclenché la révolte des pays en développement à Seattle en décembre 1998 n'est " pas négociable "(2). Et au sujet du FMI et de la Banque Mondiale, il n'y a plus de discussion sur la réduction des droits de vote des Etats-Unis et de l'Union Européenne, en faveur de la puissance des votes des pays en développement, sans compter la pratique féodale d'avoir toujours un européen à la tête du Fonds et un américain à la tête de la Banque.

LES SOCIETES DANS LE COLLIMATEUR

A la fin de la dernière décennie du XXème siècle, en bref, le triomphalisme avait disparu et une crise de légitimité de l'ordre multilatéral l'avait remplacé. La crise du système multilatéral s'est, de plus, traduite par un malaise croissant au sujet des acteurs principaux de la mondialisation : les sociétés capitalistes.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour attirer l'attention sur ces sociétés dans les années 90 –les plus notoires étant les pratiques prédatrices de Microsoft, les atteintes à l'environnement de Shell, l'irresponsabilité de Monsanto et Novartis dans la promotion des organismes génétiquement modifiés, l'exploitation systématique par Nike de la main-d'œuvre à bon marché, et la dissimulation aux consommateurs par Mitsubishi, Ford et Firestone de défauts sérieux sur leurs produits. Le sentiment qu'il y a urgence sur l'environnement se développe au début du XXIème siècle, et pour un nombre croissant de gens, la rapide fusion des calottes glaciaires peut être attribuée au dieu Pétrole et à la promotion continuelle par les géants de l'automobile d'une civilisation pétrolière qui détruit l'environnement et plus généralement au processus de croissance incontrôlée conduit par les sociétés transnationales (TNC).

Ironiquement, aux Etats-Unis, c'était à l'apogée de la Nouvelle Economie que la défiance à l'égard de ces sociétés était à son plus haut depuis des décennies. D'après une étude de Business Week, " 72% des américains disent que les affaires oint trop d'influence sur leurs vies "(3) et le magazine met en garde : " Amérique des affaires, tu ignores ces tendances à tes propres risques ! ".

Certains des membres les plus éclairés de l'élite mondiale ont pris ces avertissements au sérieux, et à leur réunion annuelle de Davos, en Suisse, ils ont décidé d'élaborer une réponse qui irait au-delà de la stratégie de faillite qui consiste à nier que la mondialisation conduite par les sociétés crée des problèmes énormes et viserait à promouvoir une vision de " mondialisation avec compassion ". Mais la tâche était énorme, car il devint de plus en plus clair que, dans un marché mondial non réglementé, il devient plus difficile de réconcilier les exigences de responsabilité sociale et de profitabilité ; Le mieux que la " mondialisation avec une conscience " pouvait offrir, d'après C. Fred Bergsten, avocat connu de la mondialisation, était un système de " réseaux transitoires de sécurité pour aider à s'adapter à la délocalisation " et " de permettre aux gens de bénéficier du phénomène (de la mondialisation) et de le suivre plutôt que de s'y opposer "(5).

LE NOYAU STRATEGIQUE

La puissance des sociétés est une dimension de la puissance globale. Mais, et c'est une conséquence, la puissance stratégique, encore plus que la puissance des sociétés, est concentrée aux Etats-Unis. La puissance stratégique ne peut être réduite, comme dans le marxisme orthodoxe, au simple jeu de la dynamique du contrôle des sociétés. L'Etat américain ne peut être réduit à être simplement le serviteur du capital américain. Le Pentagone a sa propre dynamique et on ne peut pas comprendre le rôle des US dans les Balkans ou son attitude changeante envers la Chine comme déterminée par les intérêts des sociétés US. En fait, en Asie, c'est l'extension stratégique et non l'expansionnisme des sociétés qui a été le ressort de la politique américaine, au moins jusqu'au milieu des années 80. Et dans le cas de la Chine, les vœux du capital



américain d'exploiter le marché chinois s'est trouvé de plus en plus en opposition avec la définition donnée par le Pentagone de la Chine comme l'Ennemi qui doit être décapité au passage au lieu d'être aidé par les investissements occidentaux à devenir une menace majeure. En fait, il est fréquent que le pouvoir des sociétés et le pouvoir de l'Etat ne soient pas en synchronisme.

Ayant dit cela, un des objectifs principaux de l'Etat garnison transnational américain, qui est fermement implanté dans l'Est asiatique, le Moyen-Orient et l'Europe et projette sa puissance sur le reste du globe, est le maintien d'un ordre mondial qui assure la primauté des intérêts économiques américains. Le journaliste du New York Times Thomas Friedmann peut se tromper au sujet de l'influence mineure de la mondialisation, mais il vise juste quand il affirme que :
LA MAIN CACHEE DU MARCHE NE REUSSIRA JAMAIS SANS UN POING CACHE. McDonald ne peut pas prospérer sans McDonnell Douglas , le concepteur de l'avion américain F-15. Et le poing caché qui assure la sécurité pour que les technologies de la Silicon Valley prospèrent s'appelle Armée, Marine, Aviation et Corps des Marines américains.(6)

Avec l'illégitimité croissante de la mondialisation par les affaires et la fracture croissante entre une minorité prospère et une majorité marginalisée, l'intervention militaire pour maintenir la stabilité mondiale deviendra un trait permanent des relations internationales s'il est justifié par la lutte contre la drogue, contre le terrorisme, la mise à l'écart des " états voyous " , l'opposition au " fondamentalisme islamique " ou la nécessité de contenir les débordements de la Chine.

On ne peut pas dire, cependant, que la structure militaire de l'hégémonie américaine souffre d'une crise aussi profonde de légitimité que celle qui a grippé les processus et les institutions de la mondialisation des affaires. La structure militaire américaine reste solidement implantée en Europe et en Asie et la raison s'en trouve au niveau idéologique : la peur profonde des élites européenne et asiatique que sans les Etats-Unis pour servir d' " hégémoniste bénévole " ils ne pourraient créer par eux-mêmes les ordres régionaux bienveillants qui assurent la paix parmi eux.

Cependant, ce sentiment n'est pas aussi fort qu'auparavant. L'écroulement de la puissance soviétique a créé les conditions d'une révision par les alliés de Washington du rôle de la puissance américaine. Les doutes ont augmenté avec l'insistance du Pentagone à créer un système de défense antimissile contre des ennemis plus potentiels que réels. Tout en préparant la base d'une nouvelle croisade de guerre froide contre la Chine. En fait, ces développements ont ouvert les yeux de certains alliés de Washington sur le fait que la plus grande menace pour leur sécurité pourrait maintenant être Washington elle-même.

LA DEGENERESCENCE DEMOCRATIQUE

Ce n'est pas cependant la puissance militaire ou la puissance des sociétés qui est le principal atout des Etats-Unis mais bien, suivant la pensée d'Antonio Gramsci, leur puissance idéologique, leur "soft power ". Les Etats-Unis sont une démocratie d'après Locke, et leur capacité à projeter leur mission comme extension de systèmes centrés sur des élections libres pour choisir des gouvernements dédiés à la promotion des Droits de l'Homme et des libertés continue d'être une source puissante de légitimité dans de nombreux endroits du monde. La tendance à s'éloigner des régimes autoritaires et à aller vers des démocraties formelles dans le tiers-monde a pris place en dépit plutôt qu'à cause des Etats-Unis. Cependant, surtout sous l'administration Clinton, Washington a été capable de manœuvrer habilement pour attraper les vents démocratiques, dans le processus d'évolution de son image de soutien aux


attac

régimes répressifs à celui d'opposant aux dictatures.

Dans les dernières années cependant, Washington ou les démocraties dans le style de Westminster, ou , comme William Robinson les appelle, " polyarchies "(7),- avec leur accent sur les droits formels et les élections régulières et leur préjugé contre l'égalité économique réalisée par des mesures telles que la redistribution des biens et des revenus – ont dégénéré en des systèmes politiques de plus en plus bloqués et polarisés ,comme aux Philippines, au Brésil et au Pakistan La Banque Mondiale et la Banque de Développement pour l'Asie continuent de parler du fléau de la corruption dans les pays en développement. C'est cependant la corruption plus profonde, gravée dans les structures politiques et économiques qui sont superficiellement démocratiques mais perverties par les réalités de l'inégalité économique, qui est l'inquiétude principale des grandes masses de gens dans le Sud.

Cette stagnation des systèmes libéraux démocratiques du tiers-monde a été renforcée par la découverte par un nombre croissant d'Américains que leur démocratie libérale, désignée sous le nom de ploutocratie, a été profondément corrompue par la politique des affaires qu'elle implique. En fait comme le note William Pfaff, " rien à l'échelle du système américain de dépense et d'influence politique n'existe nulle part ".(8) Le fait que le candidat le plus favorisé par le grand capital a perdu le vote populaire - et d'après certaines études également le vote électoral – et est néanmoins devenu président de la démocratie libérale la plus puissante n'a pas aidé à étayer la légitimité du système politique dans un pays qui a été décrit par beaucoup d'observateurs comme étant dans un état de " guerre civile politique ".

Il y a aussi une crise croissante des gouvernements démocratiques en Europe due en partie à la mainmise croissante sur les partis politiques des intérêts financiers, comme dans le cas d'Helmut Kohl et de la Démocratie Chrétienne. Mais il y a une autre cause connexe de désaffection, c'est le processus non transparent que les élites technocratiques alliées aux élites des affaires ont, au nom de l'intégration et de la rationalisation européennes, érodé le principe de subsidiarité en transférant le pouvoir effectif de décision à des structures technocratiques, au sommet desquelles se trouve la Commission Européenne, qui sont dans une grande mesure irresponsables devant les électeurs de base.

LA CRISE DE SURPRODUCTION

Ce qui rend la crise de légitimité des institutions du système mondial économique et politique si volatile du point de vue des élites du Nord est qu'elle rejoint une profonde crise structurelle de l'économie globale.

Le G8 est né pour coordonner les politiques macro-économiques des pays riches de façon à naviguer entre le Scylla de l'inflation et le Charybde de la stagnation. Cependant, dans les dernières années, les efforts pour synchroniser les initiatives fiscales et monétaires ont été vains, et l'embryon de coopération réalisé a échoué à sortir le Japon d'une récession longue d'une décennie ou à prévenir la survenue d'une récession mondiale.

La raison pour laquelle le ralentissement économique semble résister aux mécanismes orthodoxes fiscaux et monétaires est que les déséquilibres culturels se sont accumulés depuis quelques temps. Le boom des années 90 a conduit à une explosion des activités d'investissement dans le monde qui a mené à une surcapacité générale.(9) Les indicateurs sont clairs. La capacité de l'industrie américaine des ordinateurs a augmenté de 40% par an, bien plus vite que la demande. L'industrie automobile mondiale ne vend que 74% des 70,1 millions de voitures qu'elle produit chaque année. On a tellement investi dans l'infrastructure globale des télécommunications que le trafic transporté sur les réseaux à fibre optique est réputé

représenter seulement 2,5% de leur capacité.

Rétrospectivement, les profits ont cessé de croître pour les sociétés américaines en 1997,(1) conduisant celles-ci à une vague de fusions dont le but était l'élimination de la concurrence. Les plus connues ont été l'union Daimler Benz-Chrysler-Mitsubishi, la prise de contrôle de Nissan par Renault, la fusion Mobil-Exxon, l'accord BP-Amoco-Arco et le grand succès " Star Alliance " dans le transport aérien.

Une autre voie choisie pour éviter l'écrasement des bénéfices dans l'industrie a été de pousser l'investissement vers des marchés spéculatifs, notamment la Bourse et le secteur immobilier, conduisant au boom et au krach spectaculaires dans l'Est asiatique dans les années 90 (12).
C'était la même spéculation brûlante qui étaya le complexe Wall street-Silicon Valley qui a piloté l'économie américaine et l'économie mondiale dans les années 90. Cette " Nouvelle Economie " a semblé pour un temps défier les lois économiques , avec les stars de l'Internet comme Amazon enregistrant une augmentation explosive et apparemment permanente du cours de l'action alors que la société continuait à être déficitaire. Mais tout le bruit sur l'émergence d'une nouvelle économie disparut quand la loi de la gravité rattrapa le secteur spéculatif à la fin des années 90, annihilant 4600 milliards de dollars de valeur investie à Wall Street , une somme qui, comme mentionné par Business Week, était la moitié du PNB américain et quatre fois la valeur anéantie par le krach de 1987.(13)

Deux choses sont de plus en plus claires sur cette crise structurelle : ce n'est pas la chute habituelle et elle survient à un moment extraordinaire de grande désaffection populaire envers le projet mondialiste et ses institutions-clés.

LE MOUVEMENT MONDIAL DE PROTESTATION

A posteriori, avec la crise croissante de légitimité des principales institutions du système mondial dans la deuxième moitié des années 90, Seattle a été un cataclysme qui devait éclater. La force de la rage accumulée se manifesta à Washington lors de la réunion de printemps FMI-Banque Mondiale en avril 2000, à Chiang Mai, Thaïlande, durant la réunion annuelle de la Banque pour le Développement d'Asie, en mai 2000, à Melbourne pendant le Forum Economique Mondial au début de septembre 2000 et à Prague durant la réunion annelle FMI-Banque Mondiale à fin septembre 2000.

Alors que l'élite mondiale se rassemblait à Davos fin janvier 2001 pour réfléchir à la signification du bourgeonnant " mouvement anti-mondialisation " , quelque 12000 représentants des organisations de la société civile et des mouvements politiques se réunissaient à Porto Alegre, Brésil, pour déclarer " un autre monde est possible ". Le Forum Economique Mondial avait trouvé son expiation politique et idéologique dans le Forum Social Mondial. Célébrer la puissance du mouvement était un aspect de Porto Alegre, l'autre était de réunir des énergies pour le pas suivant. Ce pas a été discuté au Sommet des Amériques à Québec fin avril 2001, qui avait été convoqué pour promouvoir un projet-clé de l'élite des affaires américaine, la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA).En dépit des efforts de quelques médias établis pour présenter les protestataires comme des gens mal informés ou des anarchistes, la confrontation à Québec, comme à Seattle, a été un recul majeur, en termes de légitimité, pour le système de mondialisation conduit par les milieux d'affaires. Il en fut de même du choc de 20000 protestataires qui ont envahi la scène pendant le sommet de l'Union Européenne à Göteborg il y a trois semaines.

GÊNES : PROCHAIN ARRÊT DU TRAIN DE LA MONDIALISATION

Pour contenir les troupes de choc de l'anti-mondialisation qui sont en route vers



Gênes, les autorités italiennes nerveuses ont mobilisé 20000 policiers et militaires, renforcés par quinze hélicoptères, quatre avions, et sept navires. En signe de panique, le gouvernement a annoncé la fermeture de l'aéroport de Gênes du 18 au 22 juillet et l'interdiction d'une " zone rouge " dans la ville ancienne où les manifestants n'auront pas accès. Nullement découragés, les protestataires ont annoncé qu'ils feraient venir 200000 personnes à Gênes et qu'ils pénétreraient dans la zone rouge. Ils pourraient bien faire de Gênes l'exemple le plus spectaculaire du " retrait de consentement " qui secoue les fondations du système de capitalisme mondial.

On ne doit pas, bien sûr, surestimer l'effet de ces manifestations, ni gloser sur leurs faiblesses en termes d'actions partagées et de prises de décisions. Mais on ne doit pas non plus sous-estimer leurs conséquences. Comme C. Fred Bergsten, un des plus ardents promoteurs du Consensus de Washington, l'admet maintenant : " les forces de l'anti-mondialisation sont en croissance "(14).Bergsten est hanté par une peur " gramscienne ": les structures du système peuvent sembler encore solides, mais quand la légitimité ou le consensus disparaît, ce peut être seulement une question de temps avant que les structures elles-mêmes commencent à chanceler , particulièrement si on tient compte de la crise de surproduction mentionnée précédemment, avec la récession, le chômage et l'augmentation de la pauvreté qui l'accompagnent.

L'AVENIR DANS LA BALANCE

La crise du système ne conduira pas nécessairement à son remplacement par un système plus bienveillant de relations internationales. Comme Rosa Luxemburg l'a indiqué avec prescience avant la montée du fascisme dans l'Europe en crise au début du XXème siècle, le résultat peut être " la barbarie " où les idéaux et les thèmes de l'opposition progressiste sont piratés et pervertis par les forces démagogiques qui sont hostiles à la liberté, à l'égalité et à la démocratie.

C'est pourquoi l'articulation de l'alternative ou des choix est aussi critique. Créer ces visions alternatives et ces programmes centrés sur un processus participatif pour établir les institutions qui subordonneraient de nouveau le marché à la société, feraient la promotion d'une véritable égalité de couleur , de sexe et des pays, et établiraient une relation douce entre la communauté humaine et la biosphère reste le grand défi des opposants à la mondialisation conduite par les milieux d'affaires.

Du succès de cette entreprise dépend un avenir qui est maintenant dans la balance.

* le Dr. Walden Bello est Executive Director de Focus on the Global South, un projet de recherche et de proposition de l'Institut de Recherches Sociales de l'Université Chulalongkorn . Il est également professeur de sociologie et d'administration publique à l'Université des Philippines and président de l'Akbayan, le Citizen Action Party des Philippines. Son dernier livre est : The Future in the Balance: Essays in Globalisation and Resistance (Oakland: Food First, 2001).

Gênes entre Moyen age et science fiction

Par Denise Mendez

A la veille du G8 la ville de Gênes revient au Moyen Age avec la muraille qui entoure le centre historique, mais un Moyen Age avec les techniques policières du XXI eme siècle.

Comme dans les bandes dessinées de science fiction les plus effrayantes on trouve le fantastique avec un étrange paquebot entoure de navires de guerres, des véhicules de police à l'allure de char d'assaut, des bandes de policiers sombres: en somme une ville fortifiée à l'intérieur d'elle même, ou paradoxalement c'est la ville historique celle ou les pauvres, les

marins, les artisans, les pêcheurs continuaient a vivre a l 'ombre des palais qui devient ville interdite

La presse révèle la crise politique que reflète ces mesures de sécurité qui font de Gênes une ville morte qui semble frappée par la peste ou un virus extraterrestre, comme écrit Il Corriere della sera, :250.000 personnes ont abandonne la ville , soit plus du quart de la population , la plupart des boutiques sont fermées , et depuis une semaine les journaux populaires annonçaient des pénuries alimentaires, bref , tous les éléments de terreur d une bande de science fiction:

Qui a cherche a créer une atmosphère de peur devant une menace d'invasion, et qui sont censés être les envahisseurs ?

D'ores et déjà le nouveau mur de Berlin suscite des incidents dont sont protagonistes des gens célèbres comme Gesina Doria, descendante de l'illustre famille des Doria, navigateurs et condottiere de la Renaissance. Ainsi, Gesina Doria et son époux Masimiliano Floridi, propriétaires du Palazzo dei Principi qui avaient propose d'offrir un diner aux conférenciers du Genoa Social Forum . Le préfet de police a refusé l'offre, Gesina Doria a dû fermer son palais et quitter son quartier devenu la Zona Rossa.

Pourtant le maire de Gênes avait invite la population à rester dans sa ville, mais il n'a pu avoir gain de cause face a la DIGOS qui s'est employé à susciter la fuite des habitants et la fermeture des boutiques .

Pourquoi '? d'où sont venus les ordres? d'ou est venue l'initiative du mur? quel est son objectif politique réel ?

En attendant, aujourd'hui même le président de la Région Liguria a subi quelque vexation policière à l'un des 140 checks points ; et ce n'est pas fini car le coeur de Gênes bat précisément dans la Zona Rossa.

Genes 19 juuillet

Denise Mendez

Plaza Palermo, le ventre d'ATTAC international

Par Marie Thorndahl - Mercredi 18 juin

Mercredi 7h00 du matin, la zone rouge devient réalité : les rues autour du port de Gènes sont coupées par de sinistres façades en fer, le G8 s'est emprisonné lui-même. Autour de la forteresse, c'est le calme avant la tempête. Les vitrines des magasins sont protégées par des planches, les voitures sont rares et la police patrouille. Les groupes de manifestants se multiplient et prennent leurs marques dans la ville restée libre. Des stades, des écoles et des jardins publics se transforment en camping, cantines, centres d'informations et quartiers généraux des différents mouvements.

ATTAC s'est installé à Plaza Palermo, dans une ancienne école aujourd'hui gérée par un collectif d'associations génoises. Cette grande bâtisse s'est transformée - le temps d'une semaine - en une fourmilière polyglotte. Le gros des troupes est composé d'ATTAC Italie, France et Russie mais on y croise aussi des membres d'ATTAC Danemark, Belgique, Brésil, Allemagne, Espagne, etc.

Pour l'instant, la vieille école sert de point d'information pour les nouveaux arrivants, de lieu des réunions, de rédaction, d'atelier pour la construction des ballons et des autres créations utiles pour colorer les manifestations, de dortoir et de cantine des Russes et de tous ceux qui s'y échouent par choix ou par nécessité.

Peut-être qu'ATTAC s'étalera sur toute la Plazza Palermo - sur son goudron et ses gazons - durant les manifestations de vendredi et samedi pour des questions pratiques et festives.

En attendant, pour Guiseppe de Milan, Plazza Palermo, c'est d'abord la vraie naissance d'ATTAC Italie puisque c'est la première fois que les différents groupes



locaux du pays se rencontrent et ont un projet commun. L'expérience de travail et d'actions communes entre des membres d'ATTAC venant d'une dizaine de pays permettra certainement aussi de consolider l'esprit d'ATTAC international. Vivement de nouvelles Plazza Palermo aux prochains contre-sommets !

Manifester pacifiquement, ça se prépare !

Par Marie Thorndahl - Jeudi 19 juin

Jeudi midi, une session de formation aux actions non violentes commence dans une cour d'école de Gênes.

Une trentaine de personnes sont alignées face à face et suivent les instructions des deux formatrices américaines : "Le groupe de droite adore les animaux mais n'a pas de chien - à gauche, chaque personne a un chien et est en train de le battre. Le groupe de droite doit convaincre le groupe de gauche d'arrêter cette torture. Allez-y ! Montrez comment vous vous y prenez !"

C'est l'un des premiers jeux de rôles qui doivent aider à mieux gérer les situations de violence. D'autres jeux consistent à bloquer des rues ou des entrées, de résister pacifiquement à une charge de la police anti-émeutes, à pied ou à cheval ou encore de se protéger contre les "petits trucs" qu'utilisent la police qui font mal sans laisser de trace.

La leçon principale est que son propre corps est sa meilleure arme, à condition d'adopter des attitudes fermes tout en désamorçant la violence : un corps détendu, couché, est toujours plus difficile à déplacer qu'une personne tendue et sur la défensive. Mais personne n'est égal, ni au niveau de la force physique, ni face à la souffrance et face à la peur. C'est donc la cohésion de groupe qui protège les plus vulnérables et qui varie les protections en fonction des capacités et de la volonté des uns et des autres à s'exposer aux risques.

La cohésion du cortège doit être maintenu, même dans les situations très tendues et sans céder à la panique. Il faut notamment toujours vérifier les informations pour désamorcer les rumeurs, être attentif à toute personne se trouvant isolée et user de nombreuses techniques de "chaînes humaines" ou "paquets humains" pour créer une force collective.

Les formations d'actions non violentes se sont succédées toute la semaine et sont suivies par toutes les catégories de manifestants : jeunes ou vieux, filles ou garçons. La plupart des participants sont les volontaires des différents "groupes d'affinités" qui formeront l'encadrement de leur cortège.

Au niveau du cortège d'ATTAC, l'encadrement se réparti entre un groupe d'ATTAC-Italie et un groupe d'ATTAC-France. L'organisation de l'encadrement de la manifestation repose sur le choix politique de manifester pacifiquement sans ambition de forcer un passage physique dans la zone rouge. L'encadrement reflète aussi la diversité des membres d'ATTAC et est formé de femmes et d'hommes, plus ou moins âgés.

La manifestation de jeudi après-midi - qui rassembla environ 40 000 manifestants - a donné un avant-goût du travail d'encadrement, notamment par rapport à l'information et l'orientation du cortège.